

JICA's WORLD

Le magazine de l'Agence japonaise de coopération internationale | www.jica.go.jp/french | Janvier 2016 Vol. 8 · N° 1

Une APD estampillée Japon



Une APD estampillée Japon

À l'étranger, le mot « Japon » évoque le plus souvent les sushis, les voitures, les films d'animation et le mont Fuji. Aujourd'hui, la culture et les atouts du pays sont présentés au reste du monde sous le « Label Japon », une tendance en plein essor. Le gouvernement japonais a déjà lancé des projets pour transmettre les valeurs et les attraits culturels du Japon, tels que l'artisanat traditionnel, le saké ou la sécurité routière. Valoriser ses points forts n'est pas une pratique réservée au Japon mais partagée par bien d'autres pays.

Selon une étude, cette tendance s'inscrit dans une dynamique de réévaluation de la compétitivité internationale de chaque pays. Avec l'accélération de la mondialisation et de la présence accrue des pays émergents, chaque pays est amené à se demander de quels atouts spécifiques il dispose.

Le Japon a exploité ses points forts dans le domaine de la coopération internationale. Les connaissances et les tech-



nologies capitalisées par la JICA en mettant en œuvre des projets durant les 60 ans d'histoire de l'aide publique au développement (APD) sont présentées par le Japon au reste du monde sous le « Label Japon ». La JICA les offre aux autres pays et encourage leur développement ultérieur. Par exemple, le carnet de santé maternelle et infantile, un outil d'inspiration japonaise en appui aux soins pré- et postnataux, s'est répandu dans les pays en développement enregistrant des taux de mortalité maternelle et infantile élevés. Le kaizen, méthode appliquée par les salariés pour identifier les problèmes sur leur lieu de travail et apporter des améliorations, est maintenant implanté dans de nombreux pays en développement, car il améliore la productivité sans faire appel à d'importants équipements. En outre, les connaissances et technologies japonaises recèlent un vaste potentiel en matière de développement, à travers l'enseignement des sciences et des mathématiques, la prévention des catas-

trophes et l'approvisionnement en eau potable, par exemple.

Dans bien des cas également, le savoir-faire régional du Japon a contribué à résoudre des problèmes dans le monde. Par exemple, sur l'île d'Hokkaido, couverte de neige en hiver, la géothermie permet de cultiver des légumes sous serre afin de réduire au minimum l'impact sur l'environnement. Cette technologie a été appliquée en Mongolie, autre pays qui connaît des hivers rudes, et elle assure une production stable des denrées agricoles. Sur l'île de Negros, aux Philippines, les habitants tentent de s'affranchir de leur dépendance économique vis-à-vis de la production sucrière ; ils se sont tournés vers l'agro-écotourisme, en s'inspirant de l'expérience des îles d'Okinawa à l'environnement similaire. Le « Label Japon » devrait aider à réévaluer la compétitivité internationale du Japon et à améliorer les conditions de vie des populations du monde en développement.





Une femme enceinte reçoit un carnet de santé maternelle et infantile lors d'une réunion pour femmes enceintes et allaitantes. Le personnel municipal explique comment utiliser cet outil.

Diffuser le savoir du Japon en matière de santé maternelle et infantile à travers le monde



Région de la Cordillère
Province de Benguet

Philippines

Au Japon, les femmes enceintes reçoivent systématiquement un carnet de santé maternelle et infantile. Par ailleurs, accoucher dans un hôpital propre et bien équipé demeure la norme. Ces pratiques japonaises garantissent aujourd'hui une grossesse et un accouchement plus sûrs dans les pays en développement.

LE SAVOIR DU JAPON PROTÈGE LA VIE DES MÈRES ET DES ENFANTS

Autrefois, beaucoup de femmes mouraient pendant la grossesse ou l'accouchement, même au Japon. Aujourd'hui, le pays est fier d'avoir des services de santé maternelle et infantile (services de SMI) parmi les meilleurs au monde. Le progrès médical, mais aussi l'amélioration des fondements des services de SMI et la sensibilisation de la population par les gouvernements locaux ont favorisé cette évolution. Grâce à ces efforts, l'idée de services de SMI couvrant la période pré- et postnatale s'est ancrée fermement dans la population japonaise, et plus particulièrement chez les femmes.

L'Indonésie est l'un des pays affichant un taux de mortalité maternelle élevé. Le concept de carnet de SMI élaboré au Japon s'est révélé utile dans ce pays. Depuis 1998, la JICA conduit un projet de sensibilisation des mères indonésiennes à travers l'utilisation du carnet de SMI. Quand les gouvernements locaux ont mis en place ce carnet, la population a réalisé son importance comme outil d'enregistrement et source d'informations utiles pour les mères.

Aux Philippines, le concept de services de SMI, notamment la promotion de l'inscription au régime national d'assurance-maladie et des consultations pré- et postnatales, est appliqué dans les communautés locales parallèlement à la diffusion du carnet de SMI.

RÉUNION DES FEMMES ENCEINTES DANS LES VILLAGES DE MONTAGNE

Le 16 juillet 2015, la « Réunion des femmes enceintes et allaitantes » s'est tenue à Baguio, par un temps froid et sous une pluie torrentielle. Baguio est une région montagneuse de la province de Benguet, à environ 1 600 mètres d'altitude et à six heures de route de Manille. Benguet fait partie de la région administrative de la Cordillère, de même que la ville de Baguio et six autres provinces : Abra, Apayao, Kalinga, Mountain Province et Ifugao. Contrastant avec l'image d'une île tropicale, le froid régnait dans la montagne à cause de la saison des pluies.



PHOTO: KENSHIRO IMAMURA

Une mère munie de son carnet de SMI en Indonésie (2007).



La plupart des femmes n'ayant pas de balance à la maison, elles se pèsent lors de la réunion destinée aux femmes enceintes et allaitantes.

La réunion était organisée conjointement par le ministère de la Santé (MS) et les municipalités de la région de la Cordillère et des stands étaient prévus pour les consultations des femmes enceintes et allaitantes, par ailleurs sensibilisées à l'importance de l'inscription au régime national d'assurance-maladie.

« Le temps était si mauvais que je ne savais pas si la réunion devait être maintenue », raconte Amelita Pangilinan, responsable de la santé au niveau du district. Malgré ces inquiétudes, près de 2 000 personnes étaient présentes, dont des femmes enceintes au ventre proéminent. Le froid ne les a pas empêchées de visiter gaiement les stands, munies du carnet de SMI qu'on venait de leur remettre. Dans la région de la Cordillère, où les maris assistent souvent à l'accouchement, ce carnet s'appelle « Agenda de santé familiale ». De nombreux hommes étaient d'ailleurs venus accompagner leurs femmes.



La réunion des femmes enceintes et allaitantes a rassemblé près de 2 000 personnes. Mme Takayoshi (devant à gauche) discute avec le gouverneur de la province de Benguet.



Les femmes enceintes qui viennent au poste de santé reçoivent des tirelire en bambou afin d'économiser de l'argent pour leur bébé. C'est une initiative originale du poste de santé.



Le projet a permis d'équiper le poste de santé d'un nouveau lit d'accouchement (en haut) pour remplacer celui utilisé jusque-là (en bas).

Dans son discours de bienvenue, le gouverneur de la province de Benguet a remercié Fude Takayoshi, l'une des responsables de la société System Science Consultants Inc., qui a contribué à l'amélioration des services de SMI et du système de santé régional des Philippines en tant qu'experte de la JICA.

Mme Takayoshi raconte : « Dès 2006 et pendant cinq ans, j'ai travaillé sur un projet destiné à fournir des services de santé et de soins médicaux aux habitants des zones reculées de la province de Benguet. De plus, l'autre projet mis en œuvre pour réduire la mortalité maternelle et infantile donnait de bons résultats dans les autres provinces. Le Bureau de la santé nous a donc demandé de collaborer pour étendre les enseignements tirés de ces projets à toute la région de la Cordillère ».

Le MS philippin a entrepris d'améliorer les services de santé depuis la promulgation des politiques nationales de santé en 2010. La région de la Cordillère est une zone géographiquement isolée et défavorisée, dont la population est constituée à 70 % d'autochtones vivant dans les montagnes. Le taux de pauvreté y est également élevé. En matière de SMI, beaucoup de femmes accouchent à domicile, et le taux d'accouchements en établissement de soins – proportion de femmes donnant naissance à leur enfant dans un établissement médical – n'est que de 55 % (en 2009, moyenne pour la région de la Cordillère), ce qui est extrêmement faible par rapport à l'objectif national de 90 %. Ainsi, de nombreuses femmes enceintes risquent de mourir faute d'avoir accès à un traitement adéquat, même en cas d'urgence. Face à de telles situations, la JICA a lancé en 2012 un projet axé sur l'amélioration des services de SMI dans la région de la Cordillère.

DE L'ACCOUCHEMENT À DOMICILE À L'ACCOUCHEMENT EN MILIEU MÉDICALISÉ

Le projet comportait trois volets : le premier visait l'amélioration des centres et postes de santé existants

ou la construction de nouveaux afin de garantir des accouchements sûrs en milieu médicalisé, même dans les zones montagneuses. Le deuxième ciblait l'extension de la couverture maladie, avec un objectif « de couverture santé universelle pour les futures mères », leur permettant d'accoucher dans un établissement de soins sans avoir à se soucier des dépenses médicales. Le dernier volet concernait la généralisation de pratiques prévoyant des examens médicaux non seulement au moment de l'accouchement, mais aussi durant les périodes pré- et postnatale.

Tous ces efforts s'appuient sur les enseignements tirés au Japon. Dans le passé, le Japon a mis en place une « couverture santé universelle » en améliorant les installations médicales dans les zones reculées, notamment dans les îles éloignées, et grâce à la contribution des employés municipaux qui ont promu avec ferveur l'inscription au régime d'assurance-maladie auprès des habitants. Par ailleurs, le carnet de SMI a contribué à sensibiliser les mères, ce qui s'est traduit par une augmentation des accouchements en milieu médicalisé et du nombre de femmes passant des visites médicales.

Ce projet aide également les installations améliorées à obtenir la certification du MS et l'accréditation de la Compagnie d'assurance maladie des Philippines (PhilHealth). « Les établissements dotés d'équipements adéquats et de médecins, d'infirmières et de sages-femmes qualifiés seront certifiés comme « établissements à même de fournir des services de SMI et des soins néonataux ». PhilHealth versera 8 000 pesos (environ 170 USD) d'honoraires médicaux par accouchement aux institutions certifiées », explique Mme Takayoshi.

Ces efforts ont produit des résultats substantiels dans toute la région de la Cordillère. Si en 2012, année de lancement du projet, aucun établissement ne possédait la certification du MS, 165 structures – 28 hôpitaux, 48 centres de santé municipaux et 89 postes de santé villageois – avaient été certifiées en janvier 2015. Les femmes



Hôpital coopératif intercommunal géré par trois villages. Doté d'équipements modernes, il accueille des patients adressés par des centres et des postes de santé.

enceintes qui viennent au poste de santé reçoivent des tirelires en bambou afin d'économiser de l'argent pour leur bébé. C'est une initiative originale du poste de santé. Le projet a permis d'équiper le poste de santé d'un nouveau lit d'accouchement (en haut) pour remplacer celui utilisé jusque-là (en bas).

Par ailleurs, le taux d'accouchements en établissement de soins a progressé particulièrement dans les centres de santé urbains, parallèlement à l'extension de la couverture santé. Dans la province d'Abra, notamment, ce taux est passé de 73 % à 95 % dans les deux ans qui ont suivi le lancement du projet. Cela signifie que les petites structures remplissent leurs fonctions en garantissant d'accoucher en toute sécurité.

ACCOUCHER DANS UNE STRUCTURE MÉDICALE FAMILIÈRE

À Lagangilan, une ville de la province d'Abra, se trouve un centre de santé où travaillent un médecin, une infirmière et cinq sages-femmes. Les visiteurs sont priés de se déchausser avant d'entrer dans la salle d'accouchement aseptique, équipée d'un tout nouveau lit offert au centre dans le cadre du projet.

Mary-Jane, future mère venue passer un examen médical, raconte « Ma belle-sœur a accouché ici. C'est ce qui m'a décidée à faire de même ». Une femme présente aux côtés de Mary-Jane est membre de l'« équipe de santé communautaire (ESC) ». Aux Philippines, les ESC mènent des activités de sensibilisation auprès des femmes enceintes et allaitantes. « Comme les villageoises se connaissent entre elles, je vais les voir chez elles, je leur parle des contrôles de santé et je les accompagne dans les établissements de soins », dit-elle. En général, les membres des ESC ne sont pas rémunérés, mais certaines structures leur allouent des frais médicaux pour pérenniser leur action.

À 40 minutes de route, par un chemin de montagne inondé, on arrive au poste de santé d'un village. Les médecins du poste n'y travaillent pas en permanence, mais une infirmière et une sage-femme sont présentes et les appels d'urgence sont pris en compte 24 heures sur 24. Ce petit poste de santé joue un rôle essentiel pour les villages, qui peuvent se retrouver isolés en cas d'inondation.

« Malgré un environnement garantissant des accouchements sûrs, nous avons un accord avec un centre de santé et un hôpital général proches pour les cas qui nécessitent des soins plus avancés, » explique l'infirmier de santé publique Antonio Japson. La coopération entre



Quand les routes sont inondées, les villageoises enceintes rejoignent le poste de santé en franchissant ce pont, transportées dans des hamacs.

les gouvernements locaux est nécessaire pour renforcer l'efficacité du système de santé dans le cadre d'un budget limité.

Par ailleurs, on demande systématiquement aux futures mères si elles sont déjà inscrites au régime d'assurance-maladie, même dans les petits postes de santé. De fait, avant la mise en place du projet, il n'existait aucun système permettant de vérifier la couverture maladie, si bien que nul ne savait si les femmes étaient assurées ou non. Le projet vise à instaurer une « couverture universelle pour les futures mères » en aidant les centres de santé à indiquer dans le registre des admissions si la femme bénéficie ou non d'une telle couverture, et en soutenant les efforts des sages-femmes et des ESC pour inciter les intéressées à s'inscrire.

« Nous avons examiné le mode de collecte des données et la méthode de calcul pour essayer d'établir des taux précis d'accouchements en établissement de soins et de consultations pré- et postnatales, afin de mieux comprendre la situation. Ainsi, nous avons pu définir des zones prioritaires et des points à améliorer, et nous entendre plus facilement sur un objectif commun avec les membres des communautés locales ». C'est ce que confie Mme Takayoshi, pour qui la précision apparaît également comme un des points forts de la coopération japonaise.

À travers de tels projets, le savoir japonais en matière de services de SMI s'implante à l'étranger et des progrès importants sont attendus.



Formulaire de calcul du taux d'accouchements en établissement de soins. Une version simplifiée (à droite) pourra être utilisée après l'achèvement du projet.



Une philosophie japonaise améliore les lieux de travail dans le monde

Le concept de kaizen a contribué à la croissance économique du Japon après la deuxième guerre mondiale. Aujourd'hui, cette méthodologie est largement reconnue dans le monde entier. Ce « bon sens commun » japonais se répand de plus en plus dans les pays en développement.





Des stagiaires étrangers s'initient au système d'inspection très rigoureux d'un fabricant japonais.

DES STAGIAIRES CONQUIS PAR DIVERSES IDÉES

« En fin de processus, nous inspectons avec soin les pièces pour voir si elles présentent des défauts. »

Dans une boîte, de petites pièces de quelques centimètres d'épaisseur sont rangées bien serrées. Les employés scrutent chacune d'elles au microscope. La scène se passe dans une usine de Surteckariya Co. Ltd., un fabricant implanté dans la préfecture d'Aichi, spécialisé notamment dans le traitement de surface des composants automobiles. Sa force majeure réside dans son contrôle très rigoureux de la qualité. En juillet 2015, cette entreprise a accueilli sept stagiaires africains venus découvrir ses techniques et son savoir-faire.

« Nous avons établi un cercle de contrôle de la qualité dans chaque section, permettant aux employés de cerner les problèmes de leur équipe de travail et de tenter de trouver par eux-mêmes des solutions », explique Hideki Hara, l'un des intervenants de la formation. De nombreuses méthodes inspirées des suggestions du personnel sont maintenant appliquées dans l'usine, comme l'affichage des processus de travail et des mesures de sécurité sur le lieu de travail, et la gestion des pièces détachées grâce aux étiquettes numérotées sur les boîtes. Après avoir observé le fonctionnement de l'usine pendant une heure, les stagiaires livrent leurs commentaires : « J'ai appris qu'il s'agissait d'initiatives simples », « Je veux faire connaître l'importance du contrôle de la qualité dans mon pays d'origine ».

Le système kaizen permet de constamment revoir les méthodes de travail, telles que l'amélioration de l'efficacité au travail et la garantie de la sécurité, grâce aux suggestions des employés sur le terrain. Ce concept « Made in Japan », activement utilisé sur les sites de production durant la période de forte croissance économique à l'issue de la deuxième guerre mondiale, est aujourd'hui largement appliqué dans de nombreux pays en développement. Dans ce contexte, les formations de la JICA axées sur le kaizen, qui prévoient des visites d'entreprises japonaises, remportent un franc succès dans les pays en développement. Si le kaizen est aujourd'hui largement connu en tant que philosophie japonaise de travail, il a fallu surmonter de nombreux obstacles pour en arriver là.

PREMIERS PAS DANS LE MONDE

Le projet d'amélioration de la productivité à Singapour a été lancé en 1983 avec l'appui du Japon. Le premier ministre singapourien d'alors, Lee Kuan Yew, avait entendu parler du mouvement kaizen au Japon et s'y était intéressé. Pour la JICA, c'était le premier projet d'amélioration de la productivité centré sur le développement des ressources humaines. C'était aussi le point de départ de la diffusion du kaizen dans le reste du monde. Toutefois, cette démarche n'a pas été



Jinnosuke Miyai, alors directeur général du Centre de productivité du Japon, serre la main d'un responsable singapourien, se félicitant de la réussite du projet.

acceptée d'emblée par les Singapouriens. Dans ce pays où la production obéissait au modèle américain, rationnel et axé sur les résultats, l'approche japonaise était incomprise car elle ne donnait pas immédiatement de résultats concrets. Les experts japonais ont alors décidé de privilégier la « pratique » plutôt que la « formation » ; ils ont montré des exemples en prenant de petites initiatives telles que ranger les outils de travail et réaliser des inventaires, et le concept s'est imposé peu à peu. Largement répandu aujourd'hui, il fait pour ainsi dire partie de la culture singapourienne.

« Le recours au kaizen était vraiment une nécessité au Japon et dans d'autres pays d'Asie, qui ont connu une phase de croissance économique rapide. Aujourd'hui, ce sont les pays africains qui connaissent une telle évolution », affirme Seiji Sugimoto (Japan Development Service Co., Ltd.), un expert de la JICA associé à de nombreux projets kaizen dans des pays en développement. Après le succès remporté à Singapour, le kaizen s'est implanté dans des pays du Moyen-Orient et du Maghreb, d'Amérique Centrale et du Sud, puis d'Afrique. En Éthiopie, Sugimoto a été conseiller principal du projet. « En Éthiopie, la part du secteur secondaire dans le PIB dépasse à peine 10 %, et celle de l'industrie manufacturière n'est que de 5 % environ. Les principaux problèmes étaient la faible capacité de planification des produits et le manque de sensibilisation à l'importance du contrôle de la qualité. J'ai donc pensé que le kaizen serait un outil efficace. »

DES MÉTHODES KAIZEN ADAPTÉES À CHAQUE ENTREPRISE

Le projet a été lancé en 2009. Dans un premier temps, 30 entreprises pilotes ont été sélectionnées, puis une étude a été réalisée pour déterminer la contribution du kaizen aux améliorations de qualité et de productivité.



Les processus et les notes de travail sont clairement affichés dans une entreprise formée au kaizen.

Une APD estampillée Japon : ÉTHIOPIE



M. Sugimoto (troisième en partant de la gauche) travaille sur un projet en Argentine.

Après un an et demi de formation de base – connaissances et conseils techniques –, le kaizen s'est révélé efficace pour les entreprises. Lors de l'étape suivante, le nombre d'entreprises pilotes est passé à 200, ces entreprises étant choisies dans des secteurs variés : menuiserie, traitement des métaux, industrie du vêtement, industrie alimentaire, etc. Ces efforts sont destinés à diffuser le kaizen dans tout le pays.

L'un des objectifs consistait à former des consultants locaux appelés à transmettre les principes du kaizen. M. Sugimoto a visité avec eux des petites et microentreprises, leur offrant ainsi la possibilité de se former sur le terrain. Cependant, il s'est rapidement heurté à un premier obstacle. Quand il demandait aux chefs d'entreprise « Quel type de problèmes rencontrez-vous ? », la plupart répondait « Nous n'avons pas de problèmes ». Bien que conscients des faibles niveaux de productivité et de qualité de leurs produits, ces entrepreneurs ne les voyaient pas comme des problèmes propres à leur environnement de travail. Fort de son expérience en matière de diffusion du kaizen, M. Sugimoto reformulait alors sa question de la manière suivante : « Que souhaiteriez-vous améliorer ? ». Les intéressés commençaient alors à parler des problèmes auxquels ils étaient confrontés, ce qui donnait par exemple : « J'aimerais supprimer les irrégularités de surface », ou « J'aimerais réduire le nombre de produits défectueux ». M. Sugimoto conclut :

« Il va de soi que tous veulent fabriquer de bons produits. Il est donc essentiel de leur faire prendre conscience de l'importance du kaizen et de les amener à adopter une telle approche. Nous essayons de nous abstenir de donner des conseils directement aux entreprises, et privilégions le développement des ressources humaines en formant notamment des formateurs locaux ».

À travers ce processus, il est apparu peu à peu que le faible niveau de qualité ou de productivité était dû à des facteurs différents d'une entreprise à l'autre. Par exemple, chez un fabricant de béton, l'organisation des lieux contraignait les ouvriers à porter de lourds blocs de béton d'un bout à l'autre de l'usine. « Certaines entreprises n'avaient pas réfléchi à l'agencement de leurs locaux – emplacement du matériel ou état des allées, par exemple –, ce qui posait des problèmes d'efficacité et de sécurité. En améliorant l'agencement pour le rendre mieux adapté, certaines entreprises ont vu leur productivité grimper de 40 % ».

Ce qui apparaît comme normal au Japon ne l'est pas nécessairement en Éthiopie. « J'ai constaté que souvent, les outils de travail n'étaient pas bien rangés. Une fois, on a cessé le travail pendant une demi-heure pour chercher une pièce. » Une méthode efficace dans un cas pareil est celle des 5S (trier, ranger, nettoyer, standardiser, et maintenir la discipline). Cette méthode ne requiert pas d'installations ou d'équipements à grande échelle, et elle peut être pratiquée facile-



Dans une usine de fabrication de briques de béton où l'agencement des lieux posait problème, des conseils kaizen ont été dispensés à l'aide d'un plan de sol.



Cet atelier est soigneusement rangé, après la mise en application des 5S.

ment par tout un chacun. Elle a été adoptée par beaucoup d'entreprises, avec de bons résultats en termes d'efficacité au travail, notamment

« M. KAIZEN », UN PARTENAIRE DE POIDS

Pendant ce temps, Kenji Fujita (Centre de productivité du Japon), conseiller principal adjoint du projet, a soutenu la mise en place d'une organisation conçue pour pérenniser la pratique du kaizen, en collaboration avec les ministères locaux concernés. M. Fujita, attentif au point de vue de la population locale, s'exprime : « J'ai pris part à des projets en Tunisie et au Kenya, où j'ai expliqué l'importance du kaizen aux administrateurs en organisant des séminaires et en élaborant des supports de formation. J'ai également dispensé des conseils pour de futures structures organisationnelles. J'aimerais appliquer ces connaissances ici en Éthiopie ».

L'organisation concernée est l'Institut éthiopien du kaizen (EKI), placé sous la tutelle du ministère de l'Industrie. L'Institut emploie une centaine de collabo-



M. Fujita travaillant sur un projet au Kenya. Il explique l'importance du kaizen à des représentants ministériels et à des membres de l'association des employeurs.

rateurs, dont des administrateurs et des consultants. L'un d'eux, surnommé « M. Kaizen », a joué un rôle clé dans le projet : il s'agit de Getahun Tadesse, directeur général de l'EKI. M. Sugimoto confie à son sujet qu'il prend très à cœur la diffusion du kaizen et qu'il est avide de connaissances. « L'an dernier, il m'a apporté un rapport qu'il avait rédigé sur le kaizen, en me demandant mon avis. Il a été très reconnaissant de mes commentaires et des conseils que je lui ai prodigués. Son vif désir d'apprendre m'a impressionné. »

Un plan opérationnel à long terme est en cours d'élaboration à l'EKI. Là aussi, Getahun joue un rôle moteur. « Le directeur général Getahun m'a demandé de lui faire la liste des techniques kaizen, pour qu'il puisse formuler une vision et des stratégies sur lesquelles s'appuiera le plan. Nous avons alors divisé les méthodes kaizen en plusieurs étapes selon leur difficulté de compréhension et d'application, et nous en avons longuement discuté. Il a sans doute plus de 60 ans, mais il déborde d'énergie. Je pense qu'il jouera un rôle central dans la diffusion du kaizen. » M. Sugimoto place beaucoup d'espoirs en lui.

Ces efforts ont porté leurs fruits. En Éthiopie, le terme « kaizen » est désormais bien connu de la population. La productivité et la qualité des entreprises se sont sans aucun doute améliorées. Entré dans sa phase finale, le projet vise à renforcer l'EKI au cours des cinq prochaines années, et à mettre en place des méthodes kaizen plus avancées dans les entreprises, sous l'impulsion enthousiaste du gouvernement éthiopien. D'après M. Sugimoto, « C'est précisément dans les pays en développement, où l'accès au financement est un gros problème, que les méthodes kaizen sont efficaces. J'aimerais poursuivre les efforts entrepris avec le personnel local ».

La méthode kaizen a vu le jour dans des ateliers de fabrication au Japon, avant de s'exporter à l'étranger pour se développer à Singapour. Aujourd'hui, non seulement les usines mais aussi d'autres domaines tels que le milieu médicalisé l'ont adoptée. Ce « Label Japon », reflet de la philosophie japonaise, continuera à se faire connaître dans le reste du monde.



Une attestation de formation au kaizen a été remise à une entreprise éthiopienne. Les efforts se poursuivent afin de diffuser ce concept dans tout le pays.

Faciliter les déplacements quotidiens des femmes



Les voitures réservées aux femmes facilitent leurs déplacements et élargissent leur champ d'activités.

Inde

Des voitures réservées aux femmes dans le réseau de transports publics de Delhi

L'urbanisation rapide de l'Inde nécessite le développement urgent d'un système de transports publics. Composante clé du réseau de transports en commun, le métro de Delhi compte près de 2,3 millions d'usagers chaque jour. Or, les femmes y sont souvent victimes de harcèlement. Face à ce problème, des voitures réservées aux femmes ont été introduites en 2010. Désormais, la première voiture de chaque train leur est réservée. Garantir la sécurité des femmes dans les transports publics renforce leur autonomie sociale.

Ces idées viennent du Japon !!

Indonésie

Des projets de développement des capacités pour promouvoir les 3R et une bonne gestion des déchets

En Indonésie, le volume de déchets ne cesse d'augmenter à mesure que la population s'accroît. Face à cette situation, le Japon aide le gouvernement indonésien à élaborer des lois pertinentes et à développer le système de gestion des déchets. Ce projet s'appuie sur le principe des 3R (réduction, réutilisation et recyclage) pour promouvoir la réduction et la bonne gestion des déchets.

Améliorer la propreté dans les communautés



La promotion des 3R s'effectue dans le cadre de réunions où l'on discute des problèmes liés à la gestion des déchets.

L'éclairage améliore la qualité de la vie



Les écoles des zones rurales sont désormais éclairées.



Kenya

Promouvoir l'électrification rurale par les énergies renouvelables

À l'heure actuelle, près de 70 % des ménages kényans sont privés d'accès à l'éclairage électrique. Le Japon contribue à mettre en place et à diffuser des modèles d'électrification rurale utilisant des sources renouvelables telles que l'énergie solaire et éolienne. Les écoles et les établissements de soins de santé sont équipés de panneaux solaires et de systèmes d'éclairage LED, ce qui contribue à améliorer la qualité de la vie.

et ces technologies

Confort, commodité et sécurité. Ce mode de vie japonais résulte des longs efforts d'une quête de richesse spirituelle dont s'enorgueillit la population. Voici quelques exemples du savoir japonais appliqué à la vie quotidienne dans le monde entier.



Bangladesh

Les TCI au service des transports publics dans l'aire métropolitaine de Dacca

L'utilisation des cartes à circuit intégré (CI) sans contact est très répandue au Japon, comme titres de transport dans les trains ou les bus ou comme supports de monnaie électronique. Au Bangladesh, cette technologie a été introduite en 2012 sur deux lignes de bus exploitées par une entreprise publique. Dans ce pays où les zones métropolitaines sont de plus en plus peuplées, ce système qui fait appel à la TCI aide à fluidifier la circulation et à lutter contre la fraude, ce qui permet d'augmenter les recettes tarifaires.



Faciliter l'utilisation des transports publics

Il est plus facile de payer son ticket avec une carte sans contact. L'usage de ces cartes se généralise aujourd'hui.



Atong Demach

Conseillère en relations publiques, bureau de la JICA au Soudan du Sud

En 2012, Atong Demach a remporté le titre de Miss Monde Afrique. Elle a été la toute première ressortissante sud-soudanaise à représenter son pays. Après le concours, elle a été contactée par des agences internationales de mannequins, mais elle a décliné leurs offres en expliquant qu'elle voulait travailler pour les gens de son pays. Elle travaille actuellement comme ambassadrice de la culture au Soudan du Sud, et elle est pleinement engagée dans ses fonctions de conseillère en relations publiques pour le bureau de la JICA dans ce pays. Elle réalise ainsi son ambition d'œuvrer pour le développement du Soudan du Sud.

« Donner du sens à la beauté » est l'un des critères de sélection du concours de Miss Monde qui, selon cette éthique, évalue les projets de contribution sociale des candidates. Mme Demach a présenté un projet de scolarisation pour les enfants privés d'accès à l'éducation en raison de leur éloignement de la capitale située à cinq heures de route.

Mme Demach explique que « le Sud-Soudan a été en proie à de longs conflits. Les conflits anéantissent tout, y compris le système éducatif. Dans un tel contexte, une société sans accès à l'éducation devient encore plus vulnérable et facile à détruire. » La JICA met en œuvre des projets d'éducation au Soudan du Sud, et de telles activités revêtent une importance

capitale pour le développement du pays.

À l'heure actuelle, le Soudan du Sud est confronté à des défis dans tous les domaines du développement : éducation, infrastructures, emploi, etc. Par exemple, le développement infrastructurel crée des emplois et, en même temps, de nouvelles opportunités pour les entreprises. Ainsi, Mme Demach pense que les diverses activités de la JICA axées sur le développement des infrastructures contribueront à stabiliser le pays.

En tant que conseillère de la JICA, elle a été impressionnée par la cérémonie d'inauguration des travaux de construction du « Freedom Bridge » (Pont de la liberté) sur le Nil. Elle espère qu'une fois achevé, ce nœud de transport essentiel dans la région contribuera fortement au développement économique du pays.

Mme Demach explique : « En tant que membre de la famille JICA, je veux apprendre comment fonctionne un pays et d'où viennent les ressources, en m'impliquant dans les relations internationales et les questions de développement. Je suis certaine que les activités de la JICA sont bien connues au Soudan du Sud, mais je ferai de mon mieux pour qu'elles le soient encore davantage ». Parallèlement, en sa qualité d'ambassadrice de la culture, Mme Demach continue à promouvoir la beauté et les qualités du Soudan du Sud.

• TENDANCES •



Zimbabwe

Améliorer la productivité des petites exploitations en développant l'irrigation



Le 9 novembre 2015, la JICA a signé un accord de don à hauteur de 1,791 milliard de yens avec le gouvernement de la République du Zimbabwe, en soutien au projet de développement de l'irrigation pour le programme d'irrigation de Nyakomba.

Au Zimbabwe, la pluviosité est concentrée sur la saison des pluies, avec des précipitations mensuelles de l'ordre de 100 à 200 mm entre novembre et avril, mais elle diminue fortement pendant la saison sèche (de mai à octobre), ne dépassant pas 50 mm par mois. Du fait de cet écart considérable, l'irrigation joue un rôle crucial en assurant un approvisionnement stable en eau pour l'agriculture.

Cependant, sur 4,3 millions d'hectares de terres agricoles, seuls 200 000 sont irrigués, et les petits exploitants qui produisent les denrées alimentaires du pays ne cultivent que 35 000 hectares de cette

Vue des canaux d'irrigation

surface irriguée. Dans ce contexte, il est prioritaire de développer davantage l'irrigation dans les petites exploitations afin de satisfaire une demande alimentaire en hausse.

Le projet prévoit d'améliorer et de réparer les installations d'irrigation dans le périmètre irrigué de Nyakomba, dans la province de Manicaland, où les petits exploitants sont tributaires d'une pluviométrie inférieure à 600 ml par an. Ces efforts permettraient de disposer d'un approvisionnement stable en eau d'irrigation dans la région cible, et d'améliorer ainsi la productivité des petits exploitants.

Parallèlement à ce projet, la JICA envoie depuis 2012 des experts en développement et gestion de l'irrigation au Zimbabwe, pour assurer une coopération technique portant sur le développement, l'entretien et le fonctionnement de systèmes d'irrigation, et pour appuyer les programmes de développement rural mis en œuvre par le ministère zimbabwéen de l'Agriculture, de la mécanisation et du développement de l'irrigation.



Malawi

Extension du plus grand aéroport international du Malawi



Le 4 novembre 2015, la JICA a signé un accord de don à hauteur de 3,675 milliards de yens avec le gouvernement de la République du Malawi, pour le projet d'agrandissement du terminal de l'aéroport international Kamuzu.

Le projet porte sur l'extension et l'amélioration des terminaux de passagers et des équipements de sécurité aérienne du plus grand aéroport du Malawi, l'aéroport international de Kamuzu, proche de la capitale Lilongwe. Ces mesures visent à augmenter le nombre de passagers nationaux et internationaux du Malawi. Il s'agit en particulier d'accroître la capacité de l'aéroport pour qu'il puisse accueillir davantage de passagers, d'améliorer le confort de ces derniers dans le périmètre de l'aéroport et à bord des avions, et de garantir la sécurité de l'exploitation des avions.

Construit grâce à des prêts d'APD du Japon, en 1978 et 1980, l'aéroport international de Kamuzu a enregistré

Cérémonie de signature

une hausse de fréquentation d'environ 100 000 passagers entre 2003 et 2013. Cependant, aux heures de pointe, le nombre supplémentaire d'atterrissages et de décollages provoque la saturation des comptoirs d'enregistrement et d'immigration des terminaux de passagers. De plus, la mise en place d'un nouveau système de contrôle aérien est nécessaire afin d'assurer une exploitation sûre des avions.

Ce projet devrait porter la capacité d'accueil de l'aéroport de 215 000 à 306 000 passagers, et permettre ainsi de raccourcir considérablement les temps d'attente durant les heures de pointe. Par ailleurs, l'introduction du nouveau système de contrôle aérien renforcera la sécurité et la fiabilité de l'aéroport. Ces améliorations devraient promouvoir l'industrie, développer le tourisme et améliorer l'environnement d'investissement. La JICA fournira une aide globale à l'amélioration de l'infrastructure aérienne en assurant, en complément du projet, une coopération technique pour développer les ressources humaines chargées du contrôle de la navigation aérienne.



Chili

Réduire au minimum les pertes en vies humaines en misant sur la prévention des catastrophes



Le 13 octobre 2015, décrétée « Journée internationale de la prévention des catastrophes » par l'ONU, le séminaire de lancement du « Programme de formation sur la réduction du risque de catastrophe en Amérique latine et dans les Caraïbes » (projet KIZUNA) s'est tenu à Santiago, au Chili. Près de 200 personnes venues du Japon, du Chili et de 10 autres pays de la région y ont assisté.

Le projet KIZUNA a été annoncé officiellement lors de la 3^e conférence des Nations unies sur la réduction des risques de catastrophe (organisée en mars 2015 à Sendai, préfecture de Miyagi). Ce projet vise à faire du Chili une plate-forme pour la réduction des risques de catastrophe, grâce à la mise en place et au développement d'un réseau de chercheurs et de responsables administratifs œuvrant pour la réduction de ces risques dans la région. La JICA invitera au Chili des chercheurs et des responsables administratifs venus d'Amérique latine et des Caraïbes. Au total, 2 000 personnes devraient améliorer leurs

La présidente chilienne Michelle Bachelet (2^e à gauche) et Naoto Nikai, l'ambassadeur du Japon au Chili (2^e à droite).

compétences en 5 ans. Par ailleurs, l'Agence enverra des experts japonais chargés de présenter et de partager technologies et expériences.

Lors du séminaire de lancement, Masahiko Murata, directeur du département Recherche à l'Institut pour la réduction des catastrophes et la rénovation humaine, s'est appuyé sur les enseignements tirés du grand tremblement de terre de Hanshin-Awaji (grand séisme de Kobe) pour souligner l'importance de l'auto-assistance, de l'entraide et des liens communautaires dans la gestion des catastrophes, et une dizaine d'experts japonais et chiliens ont effectué une présentation.

Depuis 2012, la JICA aide le Chili à élaborer des méthodes précises d'alerte aux tsunamis et des programmes destinés à renforcer la résilience des communautés et des résidents face aux tsunamis, via le projet du SATREPS*. La JICA continuera à fournir une aide à la réduction des risques de catastrophe afin de créer des communautés résilientes face aux catastrophes en Amérique latine et dans les Caraïbes.

* SATREPS : Partenariat pour la recherche scientifique et technologique pour le développement durable (Science and Technology Research Partnership for Sustainable Development)

Sauver la vie des mères et des enfants : L'action du Cameroun pour promouvoir le carnet de santé maternelle et infantile (SMI)

Dr Grace ALAKE MBAMBOLE

Coordinatrice nationale du carnet de santé maternelle et infantile (SMI) au Cameroun

LUTTER CONTRE LA FORTE MORTALITÉ MATERNELLE ET INFANTILE

Au Cameroun, le taux de mortalité maternelle a augmenté, passant de 699 à 782 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes (NV) entre 2004 et 2011, alors que durant la même période, la mortalité des enfants de moins de cinq ans diminuait, passant de 144 à 122 pour 1000 NV. Les résultats des enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS) de 2014 font apparaître une nette amélioration de certains chiffres : le taux de mortalité des moins de cinq ans est désormais de 103 pour 1000 NV (contre 122 en 2011), la couverture vaccinale a progressé de 50,2 % à 64,4 %, et les taux de consultation postnatale atteignent désormais 65 % pour les mères comme pour les enfants (contre 37 % précédemment), etc.

Face à la nécessité urgente de réduire la mortalité infantile et d'améliorer la santé maternelle, un projet pilote destiné à introduire le carnet de santé maternel et infantile (SMI) a été lancé. Le carnet de SMI a été distribué au Cameroun, en mai 2010, dans deux districts sanitaires pilotes. Ces sites pilotes ont enregistré une hausse du taux d'utilisation des services de SMI, une nette amélioration des indicateurs de SMI comme le taux de vaccination, l'utilisation de la contraception, la morbidité palustre et la mortalité des moins de cinq ans, tout cela étant corrélé au nombre d'exemplaires délivrés.

La 9^e Conférence internationale sur le carnet de SMI s'est tenue au Cameroun, du 15 au 17 septembre 2015. Elle a réuni 77 participants internationaux, sur un total de 287 personnes. L'un des principaux résultats de cette conférence a été l'adoption, par les 19 pays



présents, de la « Déclaration de Yaoundé ». Cette déclaration appelle tous les pays du monde à adopter le carnet de SMI et à en favoriser l'utilisation, comme un outil permettant d'optimiser la santé maternelle et infantile. En outre, le ministre camerounais de la Santé publique, André MAMA FOUA, s'est engagé à promouvoir l'utilisation du carnet de SMI à l'échelle nationale ; il a exhorté les responsables de la santé à adhérer à ce nouvel outil indispensable, dans l'espoir de réduire le taux toujours élevé de mortalité maternelle et infantile au Cameroun.

LE RÔLE DU JAPON À L'AVENIR

Le gouvernement japonais à travers la JICA fournit aux pays une aide publique au développement dans le domaine de la santé maternelle et infantile, en particulier pour promouvoir l'utilisation du carnet de

SMI, dont le Cameroun a notamment bénéficié. En vue de transposer à l'échelle nationale l'utilisation du carnet de SMI, la JICA entend soutenir l'impression d'exemplaires de ce manuel et fournir un appui technique grâce aux volontaires japonais pour la coopération à l'étranger afin de renforcer la sensibilisation communautaire dans les deux districts sanitaires concernés.

Après le lancement récent des objectifs de développement durable (ODD) et de la nouvelle stratégie mondiale pour la santé de la femme, de l'enfant et de l'adolescent, et compte tenu des résolutions prises lors de la 9^e Conférence internationale sur le carnet de SMI, je suis optimiste quant à la poursuite de la collaboration entre la JICA et les gouvernements afin d'améliorer la santé des populations dans le monde entier.

JICA^{WORLD}
est une publication de la JICA

Éditeur :
Masahiko Tanaka
Bureau des médias
et des relations publiques

Nibancho Center Bldg
5-25, Niban-cho
Chiyoda-ku
Tokyo 102-8012 JAPAN

Tel: +81-3-5226-6660
Fax: +81-3-5226-6396
www.jica.go.jp/french/

Couverture :

Une fillette souriante montre le carnet de santé maternelle et infantile distribué dans le camp de réfugiés palestiniens.
(Photo : Kenshiro Imamura)

Photo des pages 2 et 3 :

Le Shinkansen et le mont Fuji (Photo : Getty Images)



L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) est le plus grand organisme bilatéral de développement du monde, opérant dans quelque 150 pays pour aider les personnes les plus vulnérables de la planète.